



Journée d'action Européenne du 15 décembre

Contre l'austérité, pour l'emploi et la croissance

Les plans d'austérité se multiplient partout en Europe. Les journées d'action se développent au Portugal, en Espagne, en Italie, en Tchéquie, en Allemagne, en Angleterre, en Irlande...

En France, l'austérité c'est la réforme injuste des retraites qui a mobilisé des millions de salariés. L'austérité c'est aussi, moins de sécurité sociale, la révision des politiques publiques, le non remplacement des fonctionnaires partant à la retraite, le blocage des salaires pour 3 ans et toutes les mesures de rigueur prévues au budget 2011 !

La Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une nouvelle journée d'action dans chaque pays le 15 décembre prochain.

Tous les salariés d'Europe sont appelés ensemble pour dire :

**NON à l'austérité
NON aux reculs sociaux**

Affirmons que les salariés Européens refusent de payer une crise dont ils ne sont en rien responsables.

En France, mobilisons-nous le 15 décembre pour faire entendre les revendications exprimées lors de la mobilisation sur la retraite :

- ☞ La retraite à 60 ans pour tous et la prise en compte de la pénibilité du travail ;
- ☞ L'amélioration des conditions de travail ;
- ☞ L'augmentation des salaires ;
- ☞ Une véritable politique d'emplois stables pour tous, notamment pour les jeunes et les plus de 50 ans ;
- ☞ Une réelle égalité entre les femmes et les hommes dans la vie et au travail.

***Le 15 décembre,
en France et en Europe, agissons pour dire
NON à l'austérité,***

***OUI à une autre répartition des richesses,
à l'augmentation des salaires, à la création
d'emploi, à des services publics de qualité,***

***NON au recul de l'âge de la retraite
en France et en Europe !***

En France, les organisations syndicales CFTD, CGT, FSU, Solidaires et UNSA ont décidé d'interpeller les décideurs politiques et économiques par des initiatives unitaires sur tout le territoire le 15 décembre 2010.

**Mercredi 15 décembre 2010
Rassemblement à 17 heures
devant la Mairie du Puy.**

***Une demande d'audience a été adressée
au Ministre des Affaires Européennes.***